

DEMANDE D'AIDE DISPOSITIF EXPERIMENTAL « EMPLOIS FRANCS »

Aide entreprise

Employeur	
• Entreprise (raison sociale) :	Code APE/NAF :
· · ·	reprise : LILLI
Nom du correspondant :	
Adresse de correspondance : n°	
Complément d'adresse :	
Code postal : Commune	
• Tél.: Courriel:	
• Tet.: Courriet:	
Salarié en CDI à temps complet	
• Nom : Prénom :	
Date de naissance : Nationalité : France	
Numéro d'inscription au répertoire INSEE (NIR) :	
Adresse personnelle : n°	
Complément d'adresse	
Code postal : Commune :	
• Code quartier ZUS (cf. notice •) : Le salarié réside à cette ad	
• Tél. personnel :	
• Situation «professionnelle» avant la signature du contrat ou statut précédent (cf. notice 3) :	
N° Identifiant à Pôle emploi :	
• Si le salarié est suivi par une mission locale, depuis combien de temps (en mois):	
• Niveau de formation à l'entrée dans l'entreprise (cf. notice •) :	
Date d'obtention dernier diplôme :	
	période d'essai : L
• Si le CDI est un contrat de professionnalisation, cochez la case :	
	notice 3):
• Sataire mensuet brut e	notice of .
L'employeur ou son représentant,	
• certifie :	
- l'exactitude des renseignements portés sur la présente demande ; - avoir vérifié l'éligibilité du jeune au dispositif emplois francs ;	
déclare sur l'honneur :	
- n'avoir pas procédé, dans les six mois qui précèdent l'embauche, à un licenciement pour motif économique sur le poste pourvu par le recrutement ;	
- que le titulaire du contrat n'a pas appartenu à l'effectif de l'entreprise au cours des six derniers mois précédant son embauche ;	
- ne pas bénéficier, pour l'emploi du même salarié, d'une autre aide de l'Etat à l'insertion, à l'accès ou au retour à l'emploi (hormis l'allègement de charges patronales sur les bas et moyens salaires dite « réduction Fillon » et les aides liées au contrat de professionnalisation);	
- avoir pris connaissance des conditions générales figurant dans la notice jointe et s'engage à les respecter, notamment celle d'être à jour	
de ses obligations déclaratives et de paiement à l'égard des organismes de recouvrement des cotisations et des contributions de sécurité	
sociale ou d'assurance chômage, et autorise Pôle emploi à interroger lesdits organismes aux fins de vérification; • s'engage:	
- à informer le salarié du bénéfice de l'aide associée au dispositif expérimental emplois francs et à lui remettre une copie du présent formulaire ;	
- à tenir à disposition de Pôle emploi tout document permettant de contrôler l'exactitude de ses déclarations sous peine de remboursement total de l'aide.	
Fait à, le, le	
Signature (Nom et qualité du signataire) :	Cachet de l'entreprise :

« Les données recueillies dans ce formulaire font l'objet d'un traitement informatique permettant de verser à l'employeur l'aide destinée aux emplois francs. Elles font l'objet d'une communication au ministère chargé de l'emploi. Le droit d'accès et de rectification prévu par la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée s'exerce auprès de Pôle emploi services. Le droit d'opposition ne s'applique à ce traitement ».